

CONSORTIUM  
DÉVELOPPEMENT  
SOCIAL  
MAURICIE

Québec 

# RAPPORT D'ÉTAPE 2006-2007

(Avril 2007- Avril 2008)

Rapport de la coordination présenté à  
M. André Dontigny

  
**CRÉ**  
de la *Mauricie*  
Conférence régionale des élus

***Angèle-Anne Brouillette***

**Avril 2008**



## 1 CONTEXTE

Ce rapport présente l'état de l'avancement des travaux du Consortium et ce, depuis avril 2007. Rappelons qu'après un intermède de huit mois, une nouvelle coordonnatrice a été embauchée suite au non-renouvellement de contrat de madame Cécile Thériault. En date du 1<sup>er</sup> mars 2008, la signature de l'entente spécifique entre la Conférence régionale des élus de la Mauricie, l'Agence de santé et de services sociaux Mauricie-Centre-du-Québec, du Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale, du Ministère des affaires municipales et des régions et Centraide Mauricie.

## 2 ACTIVITÉS 2006-2007

### 2.1 Au local

- Il existe des comités de développement social dans chacun des territoires de ville ou de MRC, sauf à Shawinigan. Ces comités regroupent de 15 à 40 personnes et représentants d'organismes. Quelques faits saillants :
  - Le plan d'action de la politique de développement social de la **Ville de Trois-Rivières** est adopté. La Ville s'est dotée d'un fonds de 65 000 \$ pour des projets de développement social. M<sup>me</sup> Annie Saulnier, agente de développement social à la Société de développement économique en assure le suivi en plus de celui de la Politique familiale municipale et de la Politique de l'immigration.
  - Le comité territorial de la **MRC de Maskinongé** vient de faire le bilan de l'année 3 de la Politique de développement social. Trois bons coups ont été soulignés, soit la mise en place de la radio communautaire H2O, celles du transport collectif rural et de la Maison rurale familiale. La Corporation de développement communautaire coordonne toujours le comité territorial avec l'appui de la MRC. Le comité territorial a organisé la Journée Trait d'union visant à favoriser le réseautage des organisations à l'automne 2006. Un bottin des services a été produit (document déposé).

- La MRC de Mékinac a adopté en juin 2007 le plan d'action découlant de la Politique de développement social. L'embauche d'Émile Roy-Élément, chargée de projet a été rendue possible grâce à un partenariat financier. Un Lac-À-L'Épaule est prévu pour l'automne 2007 afin de réorienter les activités du comité territorial. La MRC a organisé en avril 2007 un forum régional sur le développement économique, social et communautaire. Plus d'une centaine de personnes des milieux municipal, socio-communautaire et économique étaient présents.
  - Le comité territorial de la MRC des Chenaux a mis en place des comités de travail : communications, jeunesse et rétention de la population. Le Comité réaffirme son soutien au covoiturage et tente de favoriser la mise en place d'un projet de transport collectif rural.
  - La Maison de répit découlant de la démarche du quartier Saint-Marc de **Shawinigan** a été inaugurée en mars 2007.
  - La Démarche des Premiers quartiers de Trois-Rivières a fusionné son centre administratif de Trois-Rivières et de Cap-de-la-Madeleine. Participe et met en œuvre plusieurs projets, dont la mise en place d'un réseau national des démarches de revitalisation intégrées.
  - Le comité de développement social du Haut Saint-Maurice en collaboration avec le CLD du Haut Saint-Maurice s'est doté d'un fonds de développement social de 25 000 \$.
- Participation à des rencontres travail avec quelques membres du comité de développement social de Mékinac en vue de l'élaboration du plan d'action découlant de la Politique de développement social et sur la préparation du Forum régional de Mékinac.
  - Participation à des rencontres de travail avec les représentantes les directions de CLE et des partenaires locaux pour faire connaître l'ATI.
  - Participation aux rencontres des comités de développement social des territoires de Mékinac, de Maskinongé, Des Chenaux et de La Tuque.

- Participation aux rencontres de travail du mini comité de Shawinigan afin de déposer un projet de mobilisation pour le fonds du FQIS.
- Participation à la conférence de presse du transport collectif rural de Maskinongé.

## **2.2 Au régional**

- Tournée des partenaires locaux et régionaux en décembre 2006 et janvier 2007. Rencontre de tous les membres du comité de coordination afin de connaître les activités et projets liés au Consortium, l'historique de leur engagement, leurs avis, besoins et suggestions concernant le plan d'action du comité de coordination. En ressortent trois besoins vis-à-vis du Consortium: réseautage, « débogage » et concrétisation d'actions.
- Tenue de trois rencontres du comité de coordination. Les partenaires ont convenu que le plan d'action 2006-2007 serait reconduit tel quel pour 2007-2008. Les priorités d'action sont 1) Poursuivre et développer la concertation intersectorielle des organisations locales et régionales; 2) Mobiliser les acteurs du développement social autour d'une vision et d'actions communes répondant aux besoins aux niveaux local et régional; 3) Harmoniser les interventions des partenaires oeuvrant en développement social; 4) Soutenir la mise en œuvre des plans d'action locaux.
- Tenue d'une rencontre spéciale concernant l'approche territoriale intégrée avec les membres du comité de coordination. Les membres du comité de coordination du Consortium ont recommandé à la CRÉ que chacun des territoires de la Mauricie soit admissible à déposer des projets au fonds québécois d'initiatives sociales à partir du budget de l'approche territoriale intégrée. Le financement devrait permettre de renforcer les démarches locales intersectorielles en développement social à travers la mise en œuvre ou le renforcement de projets de mobilisation.
- Tenue d'une rencontre inter-régionale avec les membres du Consortium et ceux du Comité régional de développement social du Centre-du-Québec portant sur les travaux sur les indicateurs de développement des communautés de Réal Boisvert.

- Mise en place d'un nouveau comité de soutien et tenue d'une première rencontre.
- Tenue d'une rencontre régionale sur le transport collectif rural. . Les objectifs de cette rencontre étaient 1) de faire le point sur le fonctionnement et les problématiques communes du transport collectif rural (TCR) à chacun des territoires de la Mauricie sauf Trois-Rivières, 2) de connaître les modalités du nouveau programme de TCR du ministère des Transports, 3) mais surtout de s'assurer de l'intérêt des représentants locaux vis-à-vis d'une concertation et même d'une coordination régionale en matière de transport collectif.

La Politique sur le transport collectif du Gouvernement du Québec de 2006 donne maintenant un levier financier supplémentaire aux Conférences régionales des Élus dans leur volonté de développer et d'harmoniser les services de TCR, et ce grâce au Fonds vert. Le MTQ pourra investir une somme équivalente à celle investie par la CRÉ, et ce jusqu'à concurrence de 100 000 \$ par année, afin d'assurer une coordination régionale. L'accord de chaque MRC et Ville est requis.

- Tenue d'une rencontre du comité de suivi avec les directions régionales signataires de l'entente.
- Début des travaux sur le plan de communications. Yvon Laplante, professeur de communication sociale à l'UQTR, s'est chargé de l'évaluation de la communication interne.
- Participation aux rencontres du Collectif du Forum citoyen mauricien.
- Participation au comité conseil des projets PICOM de l'UQTR.
- Séances de travail sur le renouvellement de l'entente spécifique.

### **Les perspectives :**

#### **1. Renforcer la cohésion des membres du comité de coordination**

*Plan de communications : liaison et multiplication des échanges*

Trouver des moyens de formaliser les échanges d'information et de faire en sorte de renforcer chacune de nos interventions : liste de diffusion, bulletin du développement social, etc.

*Structuration :*

Le Consortium doit viser une meilleure cohésion entre ses partenaires régionaux d'une part, et ses partenaires locaux et régionaux d'autre part afin de pouvoir être davantage actif et aidant sur le plan du soutien aux territoires, mais aussi sur son rôle de liaison régional. L'évaluation de la communication interne montre que l'information circule de façon unidirectionnelle. Dans la structuration du Consortium, nous devons tendre à multiplier les occasions d'échanges. Si l'un des objectifs du développement social est d'assouplir les règles administratives, il faut paradoxalement davantage formaliser le Consortium afin de structurer davantage les interventions. Trois moyens sont déjà mis en œuvre : a) Le plan de communication du comité de coordination va resserrer l'intervention; b) La mise en place du comité de soutien a pour objectif de renforcer les liens entre les partenaires régionaux réunis au Consortium; c) Le sens des interventions du Consortium au local pourrait être clarifié.

*Connaissance des communautés :*

Le Consortium a un parti-pris pour la connaissance des communautés. Or, la complexité des enjeux (contexte politique et économique mondial, nature des réformes administratives et structurelles nationales, particularités et particularismes locaux, etc.) nécessite une connaissance plus large des enjeux. De plus en plus de responsabilités sont remises entre les mains des pouvoirs locaux sans que paradoxalement les ressources et les moyens pour faire face à cette hausse de responsabilités soient mis à leur disposition.

Sans en faire un mandat particulier, la connaissance des enjeux relatifs au domaine social, mais surtout de diffusion pourrait incomber au Consortium. Colloques, forums et autres événements rassembleurs doivent viser et atteindre les pouvoirs locaux.

*Renforcement des plans d'action locaux :*

Les pactes ruraux et les approches territoriales intégrées renforcent la concertation et la mobilisation des démarches locales de développement. (Centraide a un fonds de développement social).

*Transport collectif :*

Une population qui se déplace, c'est une population qui se développe. Jusqu'à maintenant, l'intervention directe des membres du Consortium dans le dossier du transport a été axée sur le transport collectif rural. Comment renforcer l'efficacité des démarches rurales tout en assurant un lien avec le transport urbain et interurbain ? Comment garder la couleur du transport collectif rural ? Comment l'action collective des membres du Consortium peut permettre de développement en Mauricie un ou plusieurs modèles novateurs d'intégration des services de transport collectif qui permettraient un meilleur accès à la population ?

L'expérience que nous vivons en matière de transport collectif pourrait permettre de raffiner notre compréhension et nos interventions du développement local. Les modèles d'agenda 21 locaux permettent une planification économique, sociale et environnementale. L'expérience de transport collectif pourrait permettre de servir de modèle de planification triangulaire.

*Sectorialité des démarches intersectorielles :*

Nous devons réfléchir à des modèles novateurs d'intégration des services et des démarches inter-sectorielles. Jusqu'à maintenant en Mauricie, les politiques de développement social constituent davantage un code d'éthique et ou outil de sensibilisation qu'une véritable démarche d'intégration des pratiques. Les résultats de la recherche de George Letarte sur les politiques de développement social

Renforcement des institutions

### **3 CONCLUSION**

Une période de flottement, une autre d'approvisionnement : la dernière année au Consortium aura été tumultueuse. Le départ de Cécile Thériault Cette période intense et charnière des sept derniers mois nous a permis de constater que la volonté d'un partenariat renouvelé pour le développement social est affirmée en Mauricie. C'est le message principal à retenir malgré les difficultés et les contraintes rencontrées. Déjà, d'autres organisations souhaitent joindre leurs efforts au Consortium et nous rappellent que le développement de nouvelles collaborations et partenariats font partie intégrante du développement social.

Saurons-nous consacrer les ressources et l'énergie nécessaires au leadership de la concertation intersectorielle assumée par le Consortium ? La solidarité s'impose pour reconnaître les résultats obtenus pour ensuite en identifier de nouveaux et ainsi monter une marche vers un meilleur partage des ressources, et une meilleure circulation de l'information ? Le transport collectif, les pactes ruraux, les ressources communautaires, les comités intersectoriels locaux, le maillage et le réseautage entre les organisations sont réels mais sont-ils acquis pour la Mauricie ?

Le Consortium réussira-t-il à insuffler un nouveau dynamisme au milieu après trois ans d'attente pour le signal de la continuité ? La participation active et l'implication dynamique des partenaires régionaux sont essentielles car les acteurs locaux ont démontré que le développement social avait besoin d'une volonté régionale affirmée ; c'est une condition essentielle de réussite. Bref, si le Consortium en développement social n'existait pas en Mauricie, ne faudrait-il pas l'inventer ?

